

# Et à la fin, c'est le PS qui gagne

Le Parti socialiste et le cdH formeront le binôme qui dirigera la Wallonie pendant cinq ans. À Bruxelles, ils s'adjoignent les services du FDF, mais doivent encore trouver une majorité dans le groupe flamand. La formation d'un gouvernement fédéral va devenir cauchemardesque.

MARTIN BUXANT

**A**u contrôle antidopage probablement les négociateurs du PS, du cdH et du FDF seraient-ils recalés. C'est que la vitesse d'exécution avec laquelle ces trois partis ont bouclé et annoncé, jeudi en fin d'après-midi, un accord visant à former des coalitions wallonne (PS et cdH) et bruxelloise (PS, cdH, FDF) laisse planer un sérieux doute sur leur consommation d'EPO. Trêve de plaisanterie, quels sont les éléments qui ont amené ce mouvement rapide où trois formations politiques ont uni leur sort et visent à boucler des accords de majorité complets d'ici fin juillet. Et — surtout — quelles implications?

Pourquoi donc ce coup d'accélérateur? Simple parce que le Parti socialiste, qui a la main en Wallonie et à Bruxelles, a changé son fusil d'épaule. Au départ, le PS voulait que ces négociations aillent en parallèle avec celle du niveau fédéral — essentiellement pour conserver une chance d'envoyer Elio Di Rupo au «16» rue de la Loi. Mais devant la pression mise par Bart De Wever au fédéral pour une coalition de centre droit, et une possible majorité wallonne MR/cdH dont ils auraient été exclus, le PS a préféré assurer ses arrières et entériner, le plus rapidement possible des majorités régionales. «Les libéraux se sont cru plus malins que nous en allant danser avec la N-VA, c'est une bonne leçon», se félicite un responsable socialiste. Un autre: «On n'est pas des pigeons, on n'allait pas rester deux mois à regarder la N-VA s'amuser.»

## Les agents doubles

Là, il y a évidemment plusieurs versions. Les partis qui négocient une coalition de droite autour de la N-VA, du CD&V, du VLD, et du MR étrillent le cdH qui se serait engagé sur cette voie, avant de s'allier avec le PS. «Nous avions des groupes de travail, nous échangeons des notes, comment peut-on à ce point-là tromper les

gens?», se désole-t-on dans un parti flamand. La version du cdH est diamétralement opposée: «C'est le MR qui, dans notre dos, a essayé de faire un accord avec le Parti socialiste», fulmine un responsable cdH. Le MR dément catégoriquement.

## Le facteur FDF

Embarqué à Bruxelles par la paire PS/cdH, la formation d'Olivier Maignain a parfaitement joué le coup en parti pivot. Calé depuis le 26 mai dans la roue du PS, le FDF a asséné des coups aux libéraux. Et le MR le lui rend bien: Charles Michel n'a pas jeté de ponts en direction du parti

amarante — ce qui aurait pu faire basculer FDF et cdH de son côté. Notez cependant la touche d'amateurisme des nouveaux coalisés: à Bruxelles, jeudi soir, Open VLD et CD&V ont fait savoir qu'ils ne voulaient pas négocier avec le FDF. À ce stade, donc, il n'y a pas de majorité au Parlement bruxellois puisqu'il n'y a pas de majorité dans le groupe linguistique néerlandophone. C'est un caillou dans la chaussure des nouveaux partenaires. Et c'est (peut-être) une porte d'entrée pour que les libéraux francophones reviennent dans le jeu régional bruxellois mais, franchement, elle est très étroite.

Et avec tout ça, ma bonne dame, que fait-on au fédéral? Le mot drôle de la journée revient sans conteste à Elio Di Rupo: «Ces coalitions progressistes à Bruxelles et en Wallonie ne compliqueront pas la tâche de l'informateur pour le fédéral», a-t-il placé, sans rire. Rien de plus faux évidemment. C'est un sacré coup de massue sur la tête de la N-VA, mais plus largement, également des forces politiques qui plaidaient en faveur d'une coalition de centre droit. Soyons clairs: l'annonce de coalitions de centre gauche en Wallonie et à Bruxelles ne rend formellement pas une coalition fédérale sans le PS impossible. Mais restons réalistes: cette hypothèse a pris du plomb dans l'aile. Un socialiste: «Libre à Lutgen

d'aller jouer dans un gouvernement de droite au fédéral et être dans des majo-

rités de centre gauche avec nous. Le cdH, les grands écarts, ils en sont capables.»

## Souvenir de l'Orange bleue

Quiconque se rappelle de la formation gouvernementale (non réussie) de 2007 comprendra vite qu'on se dirige droit vers le même scénario. Embarqué dans une négociation dont ils ne voulaient pas, à Val Duchesse, le cdH de Joëlle Milquet avait tapé sur les nerfs des partis flamands de droite et du MR. D'où le surnom de «Madame Non». Jusqu'à ce que le PS revienne à la table de négociation. Aujourd'hui, De Wever, s'il propose une négociation pour une coalition sans le PS, risque très fort de se heurter à un obstacle du même type. «On sait très bien qu'avec Benoît Lutgen à table, c'est comme si le PS y était», regrette un négociateur flamand. La perspective d'un gouvernement fédéral sans le PS s'éloigne d'autant plus que la logique plaide pour une ossature des gouvernements relativement homogènes. Si on entend, par exemple, utiliser de manière optimale les outils fiscaux conférés aux Régions depuis la VI<sup>e</sup> Réforme de l'État, par exemple pour activer l'emploi, c'est une déperdition de moyens, de temps et d'énergie

que d'avoir a constamment ferrailé contre l'autre niveau de pouvoir. Mais bon: «C'est la logique du fédéralisme», a plaidé non sans ironie Paul Magnette jeudi lors d'une conférence de presse.

Les libéraux, qui ont dénoncé hier «des coalitions de perdants», ont trois options qui s'ouvrent à eux. «Mais c'est violent», a confessé Charles Michel jeudi alors qu'il a appris la nouvelle de l'alliance PS/cdH/FDF. Soit ils poursuivent leurs discussions en vue de former un exécutif fédéral: improbable. «On ne va pas certainement pas aller s'asseoir maintenant à côté du cdH qui nous jette comme des malpropres», dit un libéral. Soit ils se retirent dans l'opposition à tous les niveaux de pouvoir et tirent sur la majorité pendant cinq ans. Mais

cinq ans, c'est long. Et l'opposition, comme dirait l'autre, on sait quand on y entre, on ne sait jamais quand on en sort. Soit, dernière et nouvelle hypothèse, le MR s'embarque dans un gouvernement de droite avec les trois partis flamands N-VA, CD&V et Open VLD. Le MR serait ultra-minoritaire côté francophone mais il serait choyé par les partis flamands — entendez poste de Premier ministre et pluie de portefeuilles ministériels. Ce sont les libéraux flamands qui poussent cette formule osée. Mais le MR n'est pas chaud: il passera pour le traître francophone, par les autres partis francophones.

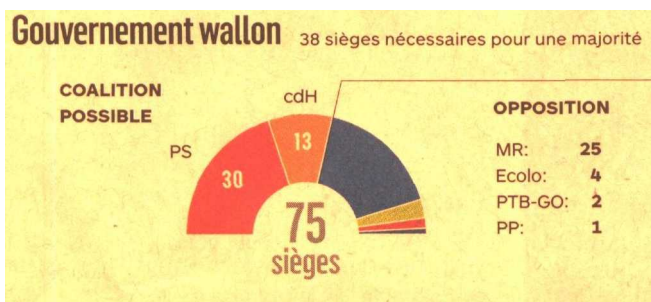
### Et en Flandre, alors?

La très mauvaise surprise passée, les trois partis N-VA, CD&V et Open VLD se retournaient déjà hier soir. La formation d'un gouvernement flamand devrait donc se boucler rapidement. Et a priori — c'est une mauvaise passe bleue généralisée — l'Open VLD ne devrait pas quitter les bancs de l'opposition flamande où il serait rejoint par le SP.A. N-VA et CD&V sont très largement majoritaires. «On ne va certainement pas s'engager d'un troisième partenaire», commente un haut responsable du CD&V. Dont acte.

### Le «cas» Elio Di Rupo, enfin

On a bien compris que la négocia-

tion pour le fédéral allait prendre une direction hasardeuse. Vous aurez noté que le Premier ministre en affaires courantes avait joué les coformateurs wallons depuis le départ. Parenthèse: «Cela devient même gênant pour Paul Magnette», glisse un négociateur. «Di Rupo aurait eu plus à gagner en restant au-dessus de la mêlée et en se profilant au-dessus du potopoto wallon». Pas certain: s'il veut glisser jusqu'à l'Elysette, Di Rupo dispose aujourd'hui de la légitimité pour le faire puisqu'il a négocié les coalitions. Rusé, le renard montois.



## Charles Michel: «Cette gifle pour les électeurs met en danger l'État fédéral»

**D'abord abasourdis, les libéraux ne décollaient pas à la suite de l'annonce du PS, du cdH et du FDF sur les futures majorités en Wallonie et à Bruxelles.**

**CHRISTOPHE DE CAEVEL**

Cinq ans de plus dans l'opposition en Wallonie et à Bruxelles. La nouvelle a d'abord assommé les libéraux ce jeudi en fin d'après-midi. Ils étaient pourtant convaincus que le gain de six sièges au Parlement wallon allait leur ouvrir les portes des majorités régionales.

Les premières réactions furent particulièrement amères. «Je suis dégoûté par cette association de perdants. Travailleur prépare ton portefeuille», a ainsi tweeté le député David Clarinval, tandis que son collègue Olivier Destrebecq s'interrogeait sur le rôle des syndicats dont la pression a «peut-être été si forte qu'ils se sont substitués au politique et ont mis en place le Gouvernement eux-mêmes?».

Très vite toutefois, l'interrogation sur les éventuelles conséquences fédérales de ce choix d'une alliance «progressiste» a pris le dessus. Dilemme libéral: s'accrocher à la perspective de rester au gouvernement

fédéral ou, au contraire, dire au tandem rouge-romain «allez y donc!»? La position n'a pas été tranchée hier. «Nous ne servirons pas de marchepied, c'est partout ou nulle part», tonne la liégeoise Christine Defraigne. Mais d'autres invitent à la prudence, au réalisme: «Sérieusement, aurions-nous la force de refuser une participation si cela peut résoudre une crise politique fédérale?», réplique un Bruxellois.

A court terme, la crainte est

plutôt que la N-VA ne bondisse sur l'occasion. Elle a toujours voulu former d'abord le gouvernement flamand et, ensuite, amener ce gouvernement à discuter à l'échelon fédéral. Ce dessein a toutefois été freiné par la mission d'information confiée par le Palais à Bart De Wever. Repartira-t-il aujourd'hui?

«C'est un cadeau fait aux séparatistes, une grave mise en danger de l'État fédéral», déplore le président du MR Charles Michel, qui estime que «la décision précipitée» du PS et du cdH va compliquer la mise sur pied d'une majorité fédérale.

«Il existait une toute petite chance d'éviter la N-VA au gouvernement flamand, je crois qu'elle est désormais morte, soupire un ponton du MR. Avec les accords de coopération à conclure pour traduire la 6<sup>e</sup> réforme de l'État, tout cela va devenir difficilement gérable. Je ne m'attendais pas à ce tournant confédéral du PS.»

### Règlements de comptes

A moins que le refus des partis flamands de travailler à Bruxelles avec le FDF ne pousse à réécrire l'histoire, les lendemains risquent

d'être chahutés au MR. Pour l'heure, on tente de digérer le coup de massue. Mais, demain, on réclamera des comptes. Charles Michel est arrivé à la tête du parti sur foi de ses relations avec les autres présidents francophones, qui seraient bien meilleures que celles de son prédécesseur Didier Reynders. Tout ça pour ça, répliquera-t-on aujourd'hui. Si le parti devait à nouveau rester en dehors des coalitions régionales, il y aura de l'ambiance à l'avenue de la Toison d'or. Cela étant, même si ce n'est pas dit aujourd'hui, les divi-

sions du MR n'ont certainement pas contribué à le rendre attrayant pour d'éventuels partenaires.

Le traitement infligé au FDF – le MR a refusé tout partage des dotations publiques, l'affaire est devant les tribunaux – pourrait ressurgir dans le passif de Charles Michel. «Olivier Maingain nous renvoie la monnaie de sa pièce, au propre comme au figuré», concède un «reynandersien».

Les déclarations de ces derniers jours avaient effectivement montré que le FDF inclinait plus volontiers vers une alliance avec le PS et le cdH mais, jusqu'à ce jeudi, on ignorait la part de sincérité et la part de bluff pour faire monter les enchères dans de tels propos.

Jean-Luc Crucke veut toutefois rester sur une note, si pas optimiste, au moins déterminée. «Je ne suis pas

découragé mais prêt à mener une opposition dure, dit-il. Si nous avons gagné six sièges, nous pouvons bien en gagner douze la prochaine fois. L'électeur a bien compris que s'il veut du changement, le vote MR est la seule voie.» Sous la législature écoulée, la cible, c'était Ecolo. Cette fois, ce sera le cdH, qu'il faudra «désotcher» de ses électeurs à défaut d'avoir pu le désotcher du parti socialiste.

**«Dans ce pays, ce n'est pas le Roi ou l'informateur qui a la main, c'est le PS.»**

**JEAN-LUC CRUCKE**  
DÉPUTÉ WALLON-MR

## TROIS NOUVEAUX GOUVERNEMENTS VONT SE METTRE EN PLACE

# Qui sera ministre dans les nouvelles équipes?

### En Région wallonne

On prend les mêmes et on recommence? L'adage pourrait presque se vérifier. Il n'y a que deux postes Ecolo à redistribuer: l'Énergie qui était à charge de Jean-Marc Nollet et l'Aménagement du territoire géré par Philippe Henri. Néanmoins, la sixième réforme de l'État amène de nouvelles compétences régionales. Il se peut que de nouveaux postes soient créés pour les réceptionner. Il est fort probable aussi que l'Emploi et le Budget qui étaient aux mains d'un seul ministre, André Antoine (cdH), soient scindés. Car le transfert de compétences va de pair avec le transfert de moyens financiers qu'il faudra veiller à bien gérer. Il n'est pas certain qu'on confiera à nouveau la trésorerie à André Antoine. Il a perdu du crédit avec ses déboires sur la dette wallonne. Il pourrait présider le Parlement wallon à la place. L'étoile montante du cdH, c'est **Maxime Prévot**. Chouchou de Benoît Lutgen et fort de son résultat électoral (le plus haut score personnel du cdH sur la liste régionale avec 21.912 voix), il pourrait représenter l'aile droite du parti au sein du gouvernement.

Il risque aussi d'y avoir du mouvement sur le poste de l'Économie. Certaines voix s'élèvent pour demander qu'il revienne au ministre-président, comme c'est le cas en Flandre. Le chef wallon pourrait donc hériter de cette matière. Mais qui sera LE pilote du Plan Marshall? Nul doute, un socialiste. Et là, il y a l'embarras du choix. Premier candidat: **Rudy Demotte**. Mais cela fait déjà 7 ans qu'il a les clés de l'Elysette. **Jean-Claude Marcourt** pourrait le remplacer. Une troisième alternative porte un nœud papillon. S'il n'est plus

Premier ministre, **Elio Di Rupo** pourrait gouverner la Wallonie. Quatrième possibilité: **Paul Magnette**. Cela fait du monde pour un seul poste. À moins que la double casquette ministre-président wallon et ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles portée par Rudy Demotte ne soit supprimée. Dans ce cas-là, il y aurait deux postes de ministres présidents à se partager entre socialistes.

### Région bruxelloise

Et comme jamais deux sans trois, le PS va aussi très probablement obtenir la ministre-présidence bruxelloise. Pour qui cette fois? **Rudi Vervoort** ne s'en est pas trop mal sorti. Mais si le PS est éjecté du fédéral, la vice-Première sortante, **Laurette Onkelinx**, pourrait lui ravir la place. Depuis plus d'un an, plusieurs de ses proches collaborateurs sont déjà installés dans le cabinet. Ensuite, il faut savoir qu'en Région bruxelloise, le nombre de postes au sein du gouvernement est figé, contrairement à la Région wallonne. L'exécutif bruxellois compte 4 ministres (2 francophones, 2 néerlandophones) et 3 secrétaires d'État.

Qui seront les deux ministres bruxellois? À moins que le FDF négocie très mal, il devrait obtenir un poste ministériel. Il reviendrait à **Didier Gosuin**. Et pour remercier le cdH, le PS devrait a priori lui octroyer le deuxième poste. **Céline Fremault** pourrait poursuivre le travail commencé sur la fin de la législature précédente. Le sp.a et l'Open Vld devraient obtenir les deux postes ministériels restants. On voit bien **Guy Vanhengel** rempiler au Budget. Du côté des socialistes flamands, **Pascal Smet** pourrait faire son come-back.

Il reste trois postes de secrétaires d'État. L'un des trois ira au CD&V. Et pourquoi pas un deuxième pour un parti flamand? Cela semble beaucoup. Mais l'Open-Vld et le CD&V ont montré leurs réticences à gouverner avec le FDF. Leur entrée va donc devoir se monnayer. La parade pourrait être de leur accorder des éléments de programme.

Le FDF pourrait aussi faire monter un deuxième homme. **Bernard**

**Clerfayt** est tout désigné. Mais le FDF va devoir se montrer fin négociateur. Et force est de constater que le parti amarante ne s'est pas montré très convaincant en ce qui concerne son entrée à la Fédération Wallonie-Bruxelles.

### Fédération

#### Wallonie-Bruxelles

Le troisième poste de secrétaire d'État à Bruxelles est lié à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il reviendra normalement à un socialiste. Deux candidats se profilent. D'abord, **Rachid Madrane** qui garderait ainsi sa place au gouvernement bruxellois. Mais cela fait dix ans que la Bruxelloise **Fadila Laanan** est ministre de la Culture dans le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est long. Elle pourrait permuter avec Rachid Madrane, pour changer.

Terminons par le poste ministériel le plus en vue à la Fédération: l'Enseignement. La battante **Marie-Dominique Simonet** (cdH) pourrait le récupérer. Sur le plan électoral, son retour a été plébiscité par les électeurs. Elle réalise le deuxième score de la liste régionale du cdH (17.564 voix), après Maxime Prévot. Et elle fait près de 7.000 voix en plus que Marie-Martine Schyns, la ministre sortante.

**ANAÏS SORÉE**